

L'Israël moderne

Une terre promise aux destinées incertaines...

Né en 1948, le jeune Etat israélien a connu depuis son apparition une existence troublée par la succession des conflits avec ses voisins arabes et la permanence de la contestation palestinienne du fait accompli il y a bientôt soixante-dix ans. Doté d'un territoire des plus modestes (22 000 kilomètres carrés occupés en partie par le désert du Neguev), peuplé de huit millions d'habitants, il apparaît comme une forteresse assiégée au sein d'un environnement globalement hostile, même si les rapports de force qui se sont imposés au fil du temps ont quelque peu calmé les ardeurs bellicistes des Etats arabes voisins. Pays développé ouvert aux technologies de pointe et doté d'un outil militaire des plus solides, Israël doit compter avec la gestion, dans le long terme, des territoires occupés à l'issue de la guerre des Six Jours de 1967, mais aussi avec une forte minorité arabe issue des populations palestiniennes qui n'ont pas choisi de partir en exil lors de la création de l'Etat et du nettoyage ethnique qui l'a accompagnée. Soutenu par la plupart des grandes puissances lors de sa création avalisée par l'ONU, l'Etat juif s'est ensuite clairement rangé, durant la guerre froide, dans le camp américain et s'est progressivement isolé au sein de la communauté internationale du fait de la persistance de la résistance palestinienne et de l'hostilité de nombreux Etats, qui voient en lui le vestige d'une période coloniale jugée anachronique. A l'inverse, les Israéliens recourent à l'Histoire pour légitimer leur installation sur l'ancien territoire du royaume de David et le retour vers Sion qu'expliquent en grande part les persécutions et les discriminations dont les Juifs ont longtemps été l'objet dans les divers pays où ils s'étaient trouvés dispersés. Après la courte éclaircie correspondant à la période allant de 1991 à 1995 – qui vit la conférence de Madrid et la conclusion des accords d'Oslo –, le conflit israélo-palestinien s'est d'autant plus enlisé que, dans les deux camps, ce sont les éléments les plus radicaux – Juifs nationalistes et religieux face à un mouvement palestinien de plus en plus gagné à l'islamisme – qui se sont imposés. Dans un Proche-Orient en pleine crise et sans doute déstabilisé pour longtemps, Israël n'apparaît pas, au regard du chaos environnant, menacé à court terme, mais de lourdes incertitudes pèsent sur l'avenir d'une région dont semble de plus s'éloigner le protecteur américain.

Sommaire :

- De la naissance du sionisme à l'avènement de l'Etat d'Israël
- De la naissance d'Israël puis du Fatah à la guerre des six jours
- La victoire éclair d'Israël et ses lendemains
- La paix est manquée. La confrontation perdue

De la naissance du sionisme à l'avènement de l'Etat d'Israël

Dans son Portrait historique d'Israël, l'historien Elie Barnavi nous explique que « le nationalisme juif a deux racines : l'une plonge loin dans le temps et se confond avec la mémoire historique, à la fois religieuse et nationale, du peuple juif ; l'autre, beaucoup plus récente, a pris naissance dans

l'Europe du XIXe siècle. La première a permis aux Juifs de survivre à la dispersion en tant que peuple, soudé qu'il était par une religion exclusivement ethnique, par les souvenirs toujours vivaces de la Terre promise et par l'hostilité du milieu environnant. Mais, sans la seconde, les Juifs auraient continué ad vitam aeternam à prier avec ferveur pour "l'an prochain à Jérusalem", sans espoir aucun d'y parvenir, sinon messianique... Il est certain que l'acharnement des Juifs à survivre est d'essence religieuse, et il est non moins certain que la centralité de la terre d'Israël a toujours été la pièce maîtresse du culte et de la conscience juifs. C'est ce lien spirituel puissant, mais aussi physique – les Juifs n'ayant jamais cessé d'être présents en Palestine –, qui a empêché le peuple juif de se transformer en une secte parmi d'autres et, à terme, de disparaître en tant que groupe... Arthur Koestler a peut-être eu tort d'écrire "qu'Israël est un caprice de l'Histoire" – ou alors, en un sens, tous les Etats-nations le sont –, mais il a eu sûrement raison d'en souligner le caractère "unique" puisqu'il "n'y a pas d'exemple dans l'Histoire d'un peuple qu'on ait autant pourchassé autour du globe, qui ait survécu deux mille ans à la mort en tant que nation et qui, entre les autodafés et les chambres à gaz, ait continué à boire à "l'an prochain à Jérusalem" pendant le même laps de temps, avec la même infatigable confiance dans le surnaturel ».

Au fil des siècles, l'espérance d'un retour à Jérusalem, dans l'alyia (« Montée » dans le sens de « Retour ») vers la terre d'Israël, a persisté dans les communautés juives de la diaspora. Sur place, une petite communauté – 25 000 âmes à la fin du XIXe siècle – s'est maintenue à Jérusalem, Tibériade, Safed et Hebron, constituant le « vieux Yishouv » (c'est-à-dire la communauté juive palestinienne ancienne). Très pauvres et très orthodoxes, ces Juifs ne se reconnaîtront pas dans un sionisme qui se veut nationaliste et laïque.

L'émancipation des Juifs qui a accompagné en Europe la Révolution française vient bouleverser le cadre des communautés traditionnelles confrontées à la Haskala (le terme désignant chez les Juifs les changements introduits par la pensée des Lumières). C'est également, pour certains Juifs, l'occasion d'une réussite qu'incarnent des familles ou des personnalités marquantes du monde de l'économie, de la finance ou de la politique. En réaction, l'antisémitisme vient remplacer dans les opinions européennes l'antijudaïsme traditionnel qui, d'origine païenne et chrétienne, stigmatisait « le peuple différent aux coutumes étranges » et/ou le « peuple déicide ». L'optimisme qui prévaut alors laisse cependant penser que cet antisémitisme nouveau ne sera que passager et que les nouvelles valeurs portées par la raison, le progrès et la science le feront bientôt disparaître. Ce qui explique le peu d'échos rencontrés en Europe occidentale par le programme sioniste. A l'inverse, les Juifs d'Europe orientale forment des populations pauvres, concentrées dans des ghettos, repliées sur elles-mêmes, pour lesquelles il n'est pas question d'assimilation et qui subissent même fréquemment de violents pogroms. Dans l'empire russe et l'empire austro-hongrois, certains Juifs rêvent d'assimilation, mais ils sont très minoritaires, et la plupart de leurs coreligionnaires ont le sentiment d'appartenir à une nation spécifique. L'éveil des nationalités et l'avènement des Etats-nations ne peuvent que renforcer ce sentiment et, au moment où s'accomplit l'unité italienne, Moses Hess peut affirmer dans Rome et Jérusalem que « le problème juif est le dernier problème national en Europe ». Au début, l'idée sioniste rencontre de nombreux obstacles : les Juifs en voie d'assimilation ne veulent pas compromettre leur intégration à la société moderne ; les Juifs religieux, attachés à la religion traditionnelle, rejettent un programme qui prétend se substituer à Dieu ; enfin, les Juifs révolutionnaires – qui sont nombreux – combattent ce qu'ils considèrent comme une déviation chauvine incompatible avec l'avancée du processus d'émancipation sociale.

C'est le développement de l'antisémitisme en Europe de l'Est à partir de 1880 qui va permettre au sionisme de rencontrer un véritable écho. Beaucoup de Juifs émigrent en Occident, notamment

aux Etats-Unis, d'autres continuent de placer leurs espoirs dans une révolution sociale jugée inéluctable, mais bon nombre d'entre eux vont être désormais sensibles aux propositions portées par le projet sioniste.

1881 : Fondation à Saint-Pétersbourg du groupe « L'amour de Sion » qui réclame l'établissement d'un gouvernement juif en terre d'Israël et dont les membres se baptisent « Amants de Sion ».

1882 : Dans son Auto-émancipation Léo Pinsker, un médecin d'Odessa, constate la permanence de ce qu'il appelle la judéophobie et propose aux Juifs « d'occuper à leur tour une place plus supportable et plus digne dans l'assemblée des nations vivantes, avec un foyer national ». Les Amants de Sion, réunis à Saint-Pétersbourg l'année précédente, placent Pinsker à leur tête et vont fonder les premières colonies juives en Palestine, leur programme reposant sur l'achat sur place de terres à cultiver. Mais il faut compter avec l'hostilité du pouvoir ottoman.

1896 : Le Juif hongrois Theodor Herzl, juriste et journaliste formé à Vienne, fait paraître son Etat juif, essai d'une solution moderne du problème juif.

1897 : Congrès sioniste de Bâle, organisé à l'initiative de Theodor Herzl. L'objectif fixé est « d'établir un foyer pour le peuple juif en Palestine ». Une organisation sioniste mondiale est mise sur pied.

Août 1903 : Sixième congrès, tenu à Bâle, du mouvement sioniste. Il rejette la proposition anglaise de constituer un foyer national juif en Ouganda. Refus confirmé en 1905 après la mort de Herzl.

7 juillet 1904 : Mort de Theodor Herzl.

1905 : Les pogroms de Kichinev qui font suite à l'échec de la révolution de 1905 encouragent les Juifs russes à se tourner vers le « refuge » palestinien.

Septembre 1907 : Formation, à Jaffa, de l'organisation juive Bar Giora (du nom de Bar Kochba, l'un des adversaires des Romains lors de la révolte de 135). Il s'agit de protéger les colons juifs venus s'établir en Palestine avec le projet de constituer les premiers kibboutz et souhaitant que les communautés juives puissent vivre en autarcie. L'organisation est dirigée par Israël Shochat (héros en 1903 de la défense du ghetto russe de Gomel) et par un certain David Grün, connu plus tard sous le nom de « ben Gourion ».

Avril 1917 : Séjournant à Paris, Nahum Sokolov, l'un des principaux animateurs du mouvement sioniste, est reçu par de nombreuses personnalités françaises qu'il tente de convaincre de la nécessité de créer un foyer national juif en Palestine.

28 octobre 1917 : Au cours de la première guerre mondiale qui oppose les forces franco-anglaises à l'Empire ottoman, à partir de l'Égypte et du Sinaï, l'armée du général Allenby lance l'offensive contre les forces turques sur un front allant de Gaza à Beersheba. Elle s'empare de Beersheba le 31 octobre, puis de Jaffa le 17 novembre.

2 novembre 1917 : Lord Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, déclare, dans une lettre adressée à Lord Rothschild, principal représentant de la communauté juive britannique « que le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation d'un tel objectif, étant entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ». Une déclaration en contradiction avec les promesses faites en 1916 au chérif Hussein de La Mecque de création d'un royaume arabe. L'attitude du gouvernement anglais s'explique pour une bonne part par le souci de gagner les sympathies des douze millions de Juifs vivant à travers le monde, notamment en Russie où, au lendemain de la révolution de février, l'intelligentsia juive, généralement acquise à la cause socialiste, risque d'être tentée par le pacifisme. Il s'agit aussi de s'assurer le soutien du lobby juif américain au moment où les États-Unis, « associés » à l'Entente, s'appêtent à jouer un rôle décisif dans l'effort de guerre et où le Foreign Office s'inquiète des projets que le président démocrate Wilson entend mettre en œuvre en vue de l'après-guerre. C'est en avril que les contacts noués avec Nahum Sokolov et Chaim Weizmann, le leader sioniste londonien, ont convaincu Lord Balfour.

24 novembre 1917 : Trotski, commissaire du peuple aux Affaires étrangères dans le gouvernement bolchevique qui vient de s'installer, révèle les plans de partage du Proche-Orient imaginés par les puissances de l'Entente. Les accords secrets Sykes-Picot de mai 1916 et ceux conclus lors de la conférence interalliée de Saint-Jean-de-Maurienne d'avril 1917 remettent complètement en cause les promesses de création d'un royaume arabe faites aux hachémites de La Mecque en janvier 1916.

9 décembre 1917 : L'armée du général Allenby entre dans Jérusalem.

1er octobre 1918 : L'armée Allenby fait son entrée à Damas, en même temps que les troupes arabes organisées par T.E. Lawrence (Lawrence d'Arabie).

30 octobre 1918 : L'armistice de Moudros met un terme à la guerre opposant les Turcs aux Alliés.

3 janvier 1919 : Rencontre à Londres de l'émir Fayçal, fils du chérif Hussein de La Mecque, et de Chaïm Weizmann, responsable du Congrès juif mondial. Ils signent un accord sur la Palestine préparé par Lawrence d'Arabie. Les deux hommes se sont déjà rencontrés en Transjordanie en juin 1918. Fayçal admet le principe de l'immigration juive en Palestine, sous réserve qu'elle ne lèse pas les intérêts des paysans arabes. Il juge que le mouvement sioniste est « nationaliste, mais pas impérialiste ». Cet accord n'engage que les deux signataires et n'implique pas les grandes puissances.

3 février 1919 : Présentation du programme sioniste à la conférence de la Paix de Paris.

25 avril 1920 : La conférence de San Remo confirme les accords franco-anglais de 1916 et 1918 (Syrie et Liban pour la France qui a renoncé en 1918 au vilayet de Mossoul, Irak, Transjordanie et Palestine pour la Grande-Bretagne). Les Alliés victorieux demeurent ainsi en charge de la question sioniste. La déclaration Balfour est également ratifiée par les puissances concernées.

Mai 1920 : La Grande-Bretagne vient de nommer Herbert Samuel haut-commissaire en Palestine. Il est juif et favorable à la cause sioniste, mais, par souci de ménager la population arabe, il ne favorisera pas l'immigration des Juifs européens.

25 juillet 1920 : Les troupes françaises entrent à Damas où l'émir Fayçal a vainement tenté d'établir le royaume arabe promis par les Anglais en 1916.

Mars 1921 : Conférence coloniale du Caire organisée par Winston Churchill, alors ministre britannique des Colonies. Elle décide la création d'un royaume d'Irak donné à Fayçal et d'un émirat de Transjordanie donné à Abdallah, les deux fils du chérif Hussein. Un lot de consolation pour les Hachémites, privés du royaume arabe qui leur avait été promis en 1916.

Mai 1921 : Des heurts sanglants opposent Juifs et Arabes à Jaffa puis dans toute la Palestine, faisant environ 200 tués dans chaque camp. Les troupes anglaises doivent intervenir pour rétablir l'ordre. Ce sont les manifestations organisées par les Juifs, originaires pour beaucoup de Russie, à l'occasion de la fête du Travail qui ont suscité la colère des Arabes qui craignent davantage le communisme (des slogans favorables à la Russie soviétique étaient repris par les manifestants juifs du 1er mai) et ne sont pas alors dans une posture « antisémite » mais plutôt une réaction politique antirévolutionnaire. C'est cependant dans ce contexte que les Juifs décident de dissoudre leur milice Hashomer et de créer une véritable armée (dont la mise en place a commencé clandestinement dès l'année précédente), la Haganah, issue de l'Histadrout, la fédération générale des travailleurs juifs. Des armes sont importées clandestinement via Beyrouth.

24 juillet 1922 : La Société des Nations confie officiellement à la Grande-Bretagne le mandat sur la Palestine.

20 février 1928 : Traité entre la Transjordanie et la Grande-Bretagne qui fixe sur le Jourdain la frontière orientale de la Palestine mandataire.

19 août 1929 : Sanglants affrontements à Jérusalem entre Juifs et Arabes devant le mur des Lamentations. Les émeutes gagnent Haïfa, Naplouse, Gaza et Hébron où soixante Juifs sont massacrés quand se répand la rumeur selon laquelle, à Jérusalem, la mosquée d'Omar est menacée. A l'issue d'une semaine de troubles, quatre-vingt-sept Arabes et cent vingt Juifs ont été tués. Envoyé en mission sur place pour enquêter sur la situation, John Hope Simpson conseille une réduction de l'émigration juive et des achats de terres aux Arabes, ce qui indignes les sionistes.

Hope Simpson déconseille la création d'un Etat juif, mais le Premier ministre anglais, Ramsay Mac Donald, rassure les milieux sionistes.

1931 : Création de l'Irgoun Zvaï Leoumi (Organisation militaire nationale). Les sanglantes émeutes de 1929, huit ans après les affrontements de Jaffa, ont convaincu les responsables juifs qu'ils ne pouvaient aucunement compter sur les Britanniques pour garantir la protection des personnes et des biens juifs. Les hommes du Yichouv, le nouveau foyer national juif, vont devoir se défendre eux-mêmes et la Haganah, créée clandestinement en 1920, ne semble pas en mesure de remplir ce rôle, d'attirer des volontaires suffisamment nombreux, de leur assurer une instruction suffisante et de les doter de l'armement nécessaire alors que manquent des cadres compétents. Emanation d'un mouvement syndical, la Haganah n'est pas adaptée à la situation, et son passage, en 1931, sous l'autorité de l'Agence juive n'y change rien. De plus, les sionistes les plus radicaux ne se reconnaissent pas dans cette armée marquée à gauche. Ils vont donc former l'Irgoun, qui se réserve la possibilité de prendre l'initiative du recours à la force, voire à l'action terroriste.

1933 : L'arrivée d'Hitler à la chancellerie incite les Juifs allemands à l'exil et le mouvement se confirme au fil des années, notamment après les lois raciales de Nuremberg de 1935 qui enlèvent aux Juifs la nationalité allemande et en font des étrangers au sein du Reich. Le pogrom de la « Nuit de cristal » de novembre 1938 aggrave encore leur situation. Ils émigrent nombreux en France et en Angleterre, mais les Etats-Unis ayant fermé leurs portes à l'immigration, beaucoup voient dans le refuge palestinien la voie de leur salut.

Novembre 1935 : Izzedine Qassam, tué en combattant les troupes britanniques près de Jenine, est le premier martyr de la cause palestinienne. Nationaliste arabe, exilé de Syrie à Haïfa en 1932, il organise un premier mouvement de résistance à l'occupation britannique en novembre 1935, mais le maquis qu'il a constitué est rapidement localisé et détruit. Qassam fait vite figure de héros pour le petit peuple palestinien réduit à la misère (près du quart des paysans arabes sont sans terre).

20 avril 1936 : Réunion à Naplouse d'un comité national arabe qui entend diriger l'insurrection contre l'occupation britannique et contre la présence sioniste. Des attentats sont perpétrés. Un haut comité arabe constitué à Jérusalem appelle ensuite à une grève générale illimitée. Après la violence du début, les Arabes jouent de la résistance passive et de la désobéissance civile pour imposer à la puissance mandataire l'arrêt de l'immigration juive. Le comité appelle aussi à la grève de l'impôt. La lutte est plus violente dans les campagnes où les colons juifs sont attaqués, les lignes téléphoniques coupées, le pipe-line de l'Iraq Petroleum Company saboté. Une commission d'enquête est constituée. Présenté en juillet 1937, le rapport de la commission Peel propose le partage de la Palestine en deux Etats, ce qui entraîne une relance de l'insurrection jusqu'en 1939.

Printemps 1939 : La Grande-Bretagne publie un Livre blanc sur la Palestine, censé répondre à l'insurrection déclenchée depuis un peu plus de trois ans. Les Anglais ne veulent pas gouverner le territoire placé sous leur mandat contre la majorité de la population et ils s'inquiètent des menaces de guerre qui pèsent alors sur l'Europe. Le Livre blanc prévoit donc l'arrêt de la colonisation et de l'immigration juives en Palestine et il en va de même pour les achats de terres. Cette annonce entraîne un relatif apaisement du côté de la guérilla palestinienne, mais déclenche la colère des Juifs et l'Irgoun fait désormais de la puissance mandataire son ennemi principal.

Octobre 1939 : Le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amine al Hussein, se réfugie à Bagdad.

4 août 1940 : Mort à New York de Vladimir Zeev Jabotinsky, l'un des leaders les plus en vue du mouvement sioniste, fondateur en 1923 d'un mouvement paramilitaire, le Betar. Il a dirigé à partir de 1935 une dissidence de droite, voire d'extrême-droite, du mouvement sioniste que ses adversaires ont dénoncé comme « fasciste ».

11 janvier 1941 : Par le Memorandum Stern, les sionistes extrémistes proposent leur collaboration à l'Allemagne nazie pour lutter contre l'Angleterre.

12 février 1942 : Le terroriste sioniste Abraham Stern est tué par les Britanniques.

Mai 1942 : La conférence sioniste de Biltmore (aux Etats-Unis) réaffirme que son but est « l'établissement en Palestine d'une communauté juive ».

6 novembre 1944 : Lord Myne, ministre d'Etat britannique au Moyen-Orient, est assassiné au Caire par deux jeunes Juifs, Eliahou Beit Tsouri et Eliahou Hakim. Capturés et condamnés à mort, les deux assassins seront exécutés en mars 1945. Le 17 novembre 1944, Churchill menace de retirer son soutien à la cause sioniste.

3 avril 1945 : Le président Roosevelt, quelques jours avant sa mort, tient à rassurer Ibn Saud, le roi d'Arabie rencontré sur le canal de Suez quelques semaines plus tôt, quant aux intentions américaines à propos de la question palestinienne.

14 août 1945 : L'Agence juive revendique la création d'un Etat juif en Palestine, au moment où sont révélés les persécutions et les massacres dont les Juifs européens ont été les victimes au cours de la seconde guerre mondiale.

1er octobre 1945 : David Ben Gourion lance un appel à la lutte armée contre les Anglais. Jusque-là, les dirigeants de l'Agence juive ont condamné le recours à la lutte armée engagée par l'Irgoun et les groupes Stern, et la Haganah était même chargée de lutter contre ces organisations dissidentes car la priorité demeurait de ne pas indisposer les autorités anglaises dont l'attitude serait forcément déterminante pour le succès du projet sioniste. Les dirigeants juifs attendaient beaucoup des élections anglaises de l'été de 1945 et comptaient sur une victoire de l'opposition travailliste. C'est ce qui advient, mais quand les Juifs demandent à Ernest Bevin, le nouveau responsable du Foreign Office, les cent mille passeports permettant à cent mille Juifs de se rendre en Palestine, il ne leur en accorde que mille cinq cents.

10 octobre 1945 : Des commandos juifs attaquent le camp britannique d'Athlit.

31 octobre 1945 : La Ligue arabe, constituée au Caire le 22 mars précédent, rejette toute idée de création d'un Etat juif en Palestine.

13 novembre 1945 : Le ministre anglais des Affaires étrangères, Ernest Bevin, confirme les dispositions avancées dans le Livre blanc de 1939 à propos de la question palestinienne. L'Angleterre s'oppose donc à tout nouvel accroissement de la population juive en Palestine. Le travailliste Bevin rejoint la position du conservateur Anthony Eden, exprimée dans un discours aux Communes du 29 mai 1941.

Juin 1946 : La Haganah multiplie en Palestine les actes de sabotage en y faisant notamment sauter tous les ponts. La Grande-Bretagne, qui a déployé cent mille hommes sur place engage dès lors la lutte contre les groupes sionistes.

22 juillet 1946 : Les militants de l'Irgoun font sauter à Jérusalem l'hôtel King David qui abrite le quartier général des forces anglaises en Palestine. Cet attentat fait une centaine de morts. C'est Menahem Begin, le chef de l'Irgoun, qui sera, trente-et-un ans plus tard, chef du gouvernement israélien, qui l'a organisé.

Juillet 1946 : Présentation du rapport Morrison-Grady qui propose un nouveau plan de partage de la Palestine.

Janvier 1947 : La situation sécuritaire s'aggrave rapidement en Palestine. Le 1er janvier, un combattant de l'Irgoun, Dov Gruner, a été condamné à mort après avoir été blessé et fait prisonnier en avril 1946, à la suite d'un raid contre un poste de police. L'Irgoun réagit en multipliant les attentats contre les soldats britanniques. Le groupe Stern, quant à lui, fait sauter un véhicule bourré d'explosifs dans la cour du commissariat central d'Haïfa, faisant six morts et trente blessés. L'exécution de Dov Gruner étant fixée au 28 janvier, les militants sionistes enlèvent les 26 et 27 un officier de l'Intelligence Service, le major Collins, et le juge Windham du tribunal civil de Tel-Aviv, menaçant de les exécuter si Gruner est pendu. L'état de siège est proclamé le 27 dans toutes les grandes villes puis, le 1er février, dans toute la Palestine, mais, l'exécution du militant sioniste ayant été reportée le 28, les otages sont libérés. Les civils britanniques sont partis, et tous les bâtiments occupés par les Anglais sont transformés en forteresses.

18 février 1947 : Bevin transmet à l'ONU le dossier palestinien et les Anglais annoncent la fin de leur mandat pour le 13 mai 1948.

18 mai 1947 : La Ligue arabe demande à l'ONU le départ des Anglais de Palestine.

29 novembre 1947 : L'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 181 qui prévoit

le partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe palestinien (33 voix pour – dont celles des Etats-Unis et de l'URSS –, 13 contre et 10 abstentions dont celle de la Grande-Bretagne). Après avoir encouragé l'installation d'un foyer national juif en Palestine, l'Angleterre était devenue le principal obstacle à la réalisation de ce projet, le Livre blanc de 1939 proposant un Etat unitaire comptant au maximum un tiers de Juifs. L'ampleur des persécutions nazies, qui donne au sionisme une nouvelle légitimité, et l'importance du terrorisme juif en Palestine ont eu raison de la volonté anglaise de ménager les Arabes.

1er décembre 1947 : Grève générale en Palestine.

Décembre 1947 : Rejet par la Ligue arabe de la résolution 181 des Nations unies partageant la Palestine en deux Etats associés.

4 janvier 1948 : Premier attentat aveugle à la voiture piégée dans les rues de Jaffa.

1er février 1948 : Mobilisation générale des Juifs de Palestine décidée par l'Agence juive.

7 février 1948 : Conférence de Londres réunissant Bevin, Glubb Pacha (le chef de la Légion arabe formée en Transjordanie) et des responsables jordaniens. Il est décidé qu'il ne devait pas y avoir d'Etat palestinien arabe indépendant.

11 mars 1948 : Attentat arabe contre l'Agence juive.

9 avril 1948 : Massacre de la population du village palestinien de Deir Yassine. Il est perpétré par des combattants de l'Irgoun et du groupe Stern. L'action entraîne la mort de deux cents cinquante personnes dont des femmes et des enfants en grand nombre. Les groupes radicaux ont voulu montrer à l'armée officielle, la Haganah, qu'ils étaient capables d'actions militaires classiques et ne se limitaient pas aux attentats terroristes, mais la vigueur de la résistance opposée par les villageois a entraîné un massacre général qui a fait de Deir Yassin « l'Oradour palestinien ».

17 avril 1948 : Prise de Tibériade par les Juifs.

22 avril 1948 : La Haganah prend le contrôle d'Haïfa.

25 avril 1948 : Prise de Jaffa par les Juifs.

De la naissance d'Israël puis du Fatah à la guerre des six jours

Il a suffi de cinquante ans et de circonstances tout à fait exceptionnelles pour que le projet sioniste formulé à l'extrême fin du XIXe siècle soit mis en oeuvre en Palestine au lendemain de la seconde guerre mondiale. Ses partisans avaient dû compter avec la mauvaise volonté des puissances concernées et, à partir des années 1920, avec la résistance des Arabes palestiniens mais les persécutions et les massacres subis durant la seconde guerre mondiale, la lassitude de l'Angleterre et l'impuissance politique d'un monde arabe encore largement dominé ont constitué autant de conditions favorables au succès de David Ben Gourion et de ses amis. Les violences qui ont accompagné la colonisation juive ne retiennent guère l'attention dans un monde qui sort des horreurs du conflit mondial et l'installation des nouveaux venus ne choque guère les opinions habituées aux conquêtes coloniales, à une époque où le processus de décolonisation débute tout juste en Asie.

14 mai 1948 : David ben Gourion proclame solennellement, devant le Conseil d'Etat provisoire qui gouverne le nouvel Etat, l'indépendance d'Israël. L'annonce par l'Angleterre de l'abandon de son mandat sur la Palestine explique l'initiative prise par le mouvement sioniste. Le même jour, les notables de Jéricho et de Naplouse acquis à Abdallah, le souverain hachémite transjordanien, votent l'intégration de la Palestine à la Transjordanie. Sur le terrain, l'Irgoun et la Haganah cherchent à prendre de vitesse l'adversaire arabe. Le massacre de Deir Yassine, la prise de Tibériade, d'Haïfa et de Jaffa ont eu pour effet de faire fuir les habitants arabes des régions concernées. Les Etats-Unis reconnaissent dès le 14 mai le nouvel Etat, suivis le même jour par l'URSS de Staline, qui voit dans sa création l'opportunité d'affaiblir la clientèle arabe de la Grande-Bretagne.

15 mai 1948 : Dès qu'a été connue la proclamation d'Israël par Ben Gourion, les gouvernements arabes ont lancé leurs troupes à l'assaut du nouvel Etat. Avec une population juive de moins de 800 000 âmes, Israël peut engager initialement 79 000 combattants regroupés au sein de la Haganah, de l'Irgoun de Menahem Begin (environ 2 000 hommes) et du groupe Stern. Quelques milliers de volontaires juifs étrangers constituent un embryon d'armée de l'air. Les Arabes engagent pour leur part (pour une population pesant alors 35 millions d'habitants) 150 000 combattants, souvent de qualité médiocre, si l'on excepte la Légion arabe de Glubb Pacha. Cette unité participe à la lutte malgré les négociations secrètes qui sont conduites pendant un mois entre l'Israélienne Golda Meir et le roi de Transjordanie Abdallah, bien décidé à profiter de la situation pour mettre la main sur les territoires palestiniens qui ne reviendront pas à Israël.

19-28 mai 1948 : La Légion arabe formée par l'Anglais Glubb Pacha est engagée dans la lutte pour la conquête de Jérusalem et assure au souverain de Amman le contrôle du mur des Lamentations.

28 mai 1948 : Le gouvernement israélien interdit l'organisation de toute force armée extérieure à Tsahal, l'armée officielle formée à partir de la Haganah. Il s'agit de contrôler l'Irgoun et le groupe Stern.

11 juin 1948 : Première trêve, éphémère, dans le conflit israélo-arabe.

20 juillet 1948 : Deuxième trêve, tout aussi éphémère que la précédente.

17 septembre 1948 : Un commando du groupe Stern assassine le comte Bernadotte, médiateur des Nations unies pour la Palestine. Le plan qu'il a présenté le 27 juin 1948 réduisait fortement la part faite aux Juifs dans le partage onusien de novembre 1947. L'Etat juif n'aurait plus que 20 % du territoire mandataire et serait rattaché à la Transjordanie dans le cadre d'une union fédérale qui engloberait aussi la Palestine arabe. Son plan prévoyait de plus le retour chez eux des réfugiés palestiniens chassés par les Juifs au printemps précédent. Sa proposition d'internationalisation de Jérusalem est également rejetée. C'est Yitzhak Shamir, plus tard promu chef du gouvernement israélien, qui s'est chargé de l'organisation de l'attentat qui devait coûter la vie au diplomate suédois.

20 septembre 1948 : Un gouvernement arabe de toute la Palestine est proclamé à Gaza. Le grand mufti de Jérusalem est élu président d'une Assemblée constituante. Proche des Anglais, le roi de Transjordanie Abdallah va jouer les notables palestiniens, notamment les maires de Gaza, Jaffa, Haïfa et Naplouse contre le grand mufti, qui ne fait pas l'unanimité dans la société palestinienne.

1er décembre 1948 : Le congrès de notables palestiniens, fort de cinq cents délégués réunis à Jéricho, proclame qu'Abdallah, le roi hachémite de Transjordanie, doit être considéré comme roi de toute la Palestine. Dans un premier temps, c'est une union palestino-jordanienne qui est mise en place. Cet épisode est une réponse aux décisions prises à Gaza le 20 septembre précédent.

24 janvier 1949 : Abdallah annexe la Cisjordanie et la partie arabe de Jérusalem. Il est proclamé roi de Jordanie le 24 avril suivant.

24 février 1949 : Signature de l'accord d'armistice de Rhodes entre Israël et l'Égypte. A la mi-octobre, la prise de Beersheba et l'encerclement des forces égyptiennes « lâchées » par la Légion arabe d'Abdallah ont décidé du sort des combats. Les belligérants n'ont pas retenu l'appel à l'arrêt des combats lancé par l'ONU le 16 novembre et Israël refuse d'appliquer la résolution onusienne du 11 décembre relative au retour des réfugiés palestiniens. Le médiateur Ralph Bunche parvient cependant à ce que s'engagent à Rhodes des négociations le 12 janvier, et un accord d'armistice intervient le 24 février. Des accords analogues sont conclus avec le Liban le 23 mars, la Transjordanie le 3 avril et la Syrie le 20 juillet. Israël sort vainqueur de cette première guerre israélo-arabe dans la mesure où le territoire qui lui revient est plus important que celui prévu dans le plan de partage de l'ONU de 1947. La paix n'est pas rétablie pour autant et tous les Etats arabes voisins sont animés d'une farouche volonté de revanche.

4 mars 1949 : Israël prend le contrôle du Sud du Neguev et du port d'Aqaba, ce qui lui donne une ouverture sur la mer Rouge.

11 mai 1949 : Israël est admis à l'ONU.

Novembre 1949 : Négociations secrètes entre le roi de Jordanie Abdallah et Israël.

9 décembre 1949 : Installation par l'ONU de l'UNRWA chargée des réfugiés palestiniens installés en Jordanie, au Liban, en Syrie et à Gaza.

20 janvier 1950 : Jérusalem est proclamée capitale d'Israël.

27 février 1950 : Echec des négociations en vue de la conclusion du traité israélo- jordanien.

1er avril 1950 : Les représentants des Etats membres de la Ligue arabe ont signé au Caire une résolution stipulant que « sera exclu de la Ligue arabe, conformément à l'article 18 du pacte, tout Etat arabe qui prendrait l'initiative de négocier une paix séparée ou de conclure avec Israël une paix, soit une paix séparée, soit un accord politique, militaire ou économique ». Cette résolution vise très clairement le roi de Jordanie Abdallah dont on sait qu'il a entamé, dès le mois de novembre 1949, des négociations avec Tel-Aviv.

24 avril 1950 : Le nouveau Parlement jordanien confirme la naissance du royaume hachémite de Jordanie et l'annexion de la Cisjordanie par la Transjordanie.

20 juillet 1951 : Assassinat, sur le parvis de la mosquée El Aqsa de Jérusalem, du roi de Jordanie Abdallah, sous les yeux de son petit-fils Hussein, âgé seulement de 16 ans. Le meurtrier est un militant palestinien reprochant à Abdallah sa « trahison » à la cause palestinienne.

1er septembre 1951 : Le Conseil de sécurité condamne l'Egypte qui a interdit le canal de Suez aux bateaux israéliens.

Octobre 1951 : Israël refuse le plan de paix de l'ONU accepté par les pays arabes voisins.

23 juillet 1952 : Les « officiers libres » égyptiens s'emparent du pouvoir au Caire et obtiennent, le 26 juillet, l'abdication du roi Farouk. En septembre, le général Naguib s'impose comme l'homme fort de la junte, mais sera remplacé l'année suivante par le colonel Nasser.

18 août 1952 : Le roi de Jordanie Talal est écarté du pouvoir pour troubles mentaux et remplacé par son fils Hussein.

9 novembre 1952 : Décès de Chaim Weizmann, l'un des pères fondateurs de l'Etat juif. Il a représenté le mouvement sioniste à la conférence de la Paix en 1919, présidé l'Agence juive

jusqu'en 1946 avant d'être élu, en 1949, premier président d'Israël.

14 octobre 1953 : Massacre de Qibya. En représailles du meurtre d'une femme et de deux enfants juifs, une unité israélienne commandée par Ariel Sharon détruit toutes les maisons d'un village jordanien dont la population est massacrée. Le conseil de Sécurité de l'ONU condamne vigoureusement cette action israélienne.

28 février 1955 : Raid israélien contre la bande de Gaza. Il est lancé contre les camps de réfugiés palestiniens d'où partent les fedayins qui lancent des attaques contre Israël. Les camps palestiniens sont méthodiquement dévastés, ainsi que de nombreuses installations de l'armée égyptienne. L'Égypte qui, jusque-là, hésitait, pour ne pas s'aliéner Washington, à soutenir les combattants palestiniens, change d'attitude et son armée va désormais se charger de les instruire. Israël montre de son côté sa détermination à rendre dix coups pour un à ses adversaires palestiniens. Quinze raids de cette ampleur seront lancés sur l'Égypte et la Jordanie de février 1955 à octobre 1956.

26 juillet 1956 : Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez, ouvrant ainsi la crise qui va conduire à l'intervention franco-anglaise de novembre et au déclenchement de la deuxième guerre israélo-arabe.

23 octobre 1956 : La Jordanie rejoint l'alliance formée par l'Égypte, la Syrie et l'Arabie saoudite, ce qui constitue pour Israël un casus belli.

23 octobre 1956 : Conférence de Sèvres réunissant les représentants des gouvernements de France, de Grande-Bretagne et d'Israël pour préparer l'attaque contre l'Égypte.

29 octobre 1956 : Les Israéliens déclenchent dans le Sinaï, contre l'Égypte, l'opération Qadesh. Dans la nuit, les parachutistes de Tsahal ont pris le contrôle des passes de Mitla. Le lendemain, la 7e brigade blindée livre, à Bir Galgafa, une grande bataille de chars aux forces égyptiennes qui sont totalement défaites. La route vers le canal de Suez est ouverte. Dans le même temps, la poche de Gaza est encerclée et méthodiquement réduite. L'énorme base de Rafah, qui regorge de matériels tchèques et soviétiques intacts tombe entre les mains des Israéliens. Ceux-ci bénéficient de l'appui des Français dont l'artillerie navale bombarde les positions égyptiennes. Du 3 au 5 novembre, les Israéliens prennent le contrôle des positions égyptiennes du golfe d'Aqaba. La campagne du Sinaï est alors terminée pour Tsahal. Israël atteint à la faveur de cette crise tous ses objectifs militaires alors que les Français et les Anglais, isolés sur le plan international, ont dû évacuer la zone du canal de Suez pour faire place aux Casques bleus de l'ONU. L'URSS, qui a menacé Paris et Londres, voit son prestige au plus haut dans le monde arabe qu'elle prétend défendre contre « l'impérialisme ». Défait militairement, Nasser apparaît en revanche comme le grand vainqueur politique de cette crise.

6 mars 1957 : Israël évacue la bande de Gaza.

Octobre 1962 : Le gouvernement israélien repousse les propositions de la mission américaine Johnson qui reprenait les bases du plan de partage de la Palestine établi en 1947 par l'ONU.

Février 1963 : Formation d'un comité central du Fath pour développer et organiser la lutte armée en vue de la libération de la Palestine. Yasser Arafat et Abou Djihad sont les leaders de ce mouvement qui entend se démarquer des différents Etats et partis arabes tentés d'instrumentaliser en fonction de leurs intérêts la question palestinienne. Ancien leader de l'Organisation des étudiants palestiniens, Yasser Arafat a fondé, à la fin des années cinquante au Koweït, le Mouvement de libération nationale de la Palestine (Harakat Tahrir Falastani) ce qui donne, en renversant l'ordre des initiales, le mot Fatah qui signifie victoire. Ce mouvement clandestin va rapidement engager la lutte contre l'occupant sioniste et se démarquer, à partir de 1964, de l'Organisation de libération de la Palestine considérée comme trop inféodée à l'Egypte. Le Fath ouvre un bureau à Alger et ses dirigeants sont reçus en Chine en 1964.

28 mai 1964 : Le Conseil palestinien, réuni à Jérusalem et inauguré par le roi Hussein de Jordanie, décide la création de l'Organisation de libération de la Palestine dont la formation avait été prévue lors d'un récent sommet arabe réuni au Caire par Nasser du 13 au 17 janvier précédents. La direction de l'OLP est confiée à Ahmed Chouqairi. Le congrès décide la formation d'une armée de libération de la Palestine constituée de contingents palestiniens intégrés dans diverses armées régulières arabes. Pour ménager l'Egypte et la Jordanie, la première charte du mouvement ne revendique ni la Cisjordanie ni Gaza, mais refuse de reconnaître l'Etat d'Israël et les droits de immigrés juifs arrivés après 1947.

Novembre 1966 : Malgré l'échec, survenu en 1961, de la République arabe unie, l'Egypte et la Syrie signent un pacte de défense mutuelle.

13 novembre 1966 : Attaque israélienne contre le village jordanien de Samoa.

7 avril 1967 : L'aviation israélienne attaque les positions syriennes sur le Golan et abat plusieurs Mig syriens.

12 mai 1967 : Moscou signale à plusieurs capitales arabes l'imminence d'une attaque israélienne contre la Syrie.

14 mai 1967 : Les forces égyptiennes sont déployées dans le Sinaï. Le général Rabin menace Damas de représailles en réponse aux raids des fedayins lancés à partir du territoire syrien.

16 mai 1967 : Nasser demande l'évacuation des troupes de l'ONU déployées sur la frontière israélo-égyptienne, à l'exception de Gaza, Kuntila et Charm el Cheikh, les secteurs les plus sensibles de la ligne de démarcation établie en 1956. Nasser ne souhaite pas à ce moment précis l'affrontement avec Israël, car une partie de son armée est enlisée au Yémen, mais il a besoin de hausser le ton vis-à-vis des opinions égyptienne et arabe. Le secrétaire général de l'ONU, le Birman U Thant, va précipiter les choses en ne lui laissant le choix qu'entre le maintien du statu

quo et l'évacuation totale par l'ONU du front israélo-égyptien.

20 mai 1967 : Mobilisation partielle des réservistes israéliens.

24 mai 1967 : De Gaulle reçoit Abba Eban, le Premier ministre israélien, et lui demande qu'Israël n'attaque pas en premier.

24 mai 1967 : Nasser annonce la fermeture du détroit de Tiran aux navires israéliens, fermant ainsi l'accès au port d'Aqaba en interdisant la mer Rouge aux Israéliens. 5 % seulement du commerce israélien passent par le détroit de Tiran, mais Israël considère comme un casus belli la fermeture de ce dernier.

26 mai 1967 : Le président Johnson reçoit Abba Eban et lui conseille la modération à propos de la fermeture du détroit de Tiran.

29 mai 1967 : L'Arabie saoudite déploie 20 000 hommes dans la région d'Aqaba et Nasser autorise les fedayins à relancer des raids depuis Gaza.

31 mai 1967 : Le roi Hussein de Jordanie signe avec Nasser, au Caire, un accord de défense selon lequel, en cas de conflit, l'armée jordanienne passera sous commandement égyptien. Malgré l'hostilité du souverain hachémite au nassérisme, il doit compter avec les aspirations du peuple jordanien, composé aux deux tiers de Palestiniens naturellement avides de revanche. Après la fermeture du détroit de Tiran, cette intégration de l'armée jordanienne à un commandement arabe unifié constitue un autre casus belli pour Israël. Nasser se contente alors d'une surenchère qui lui permet de s'assurer à peu de frais le soutien d'une opinion arabe gagnée par une euphorie agressive qui la conduit à surestimer les forces des différents Etats rassemblés contre l'ennemi sioniste. Le raïs égyptien surestime aussi l'éventuel soutien de l'URSS et se sent encouragé par l'attitude nuancée qu'adopte le général De Gaulle, soucieux de ménager les Etats arabes. L'armée égyptienne n'a même pas de plan d'attaque contre Israël, et Nasser compte sur une solution de crise négociée à partir d'une position de force.

1er juin 1967 : Un ministère d'union nationale est formé en Israël avec le général Dayan au ministère de la Défense.

2 juin 1967 : Ahmed Chuqayri, le leader de l'OLP, lance depuis Amman un appel à l'insurrection. Il vient de se réconcilier avec le roi Hussein qui avait fermé les bureaux de l'organisation dans la capitale jordanienne au mois de janvier précédent. Les propos particulièrement violents qu'il tient vis-à-vis d'Israël – « Il n'y aura pas de survivants juifs en Palestine » – vont servir la propagande israélienne et convaincre l'opinion occidentale de la menace existentielle qui pèse sur l'Etat juif.

La victoire éclair d'Israël et ses lendemains

Né dans des conditions dramatiques en 1948, le jeune Etat juif connaît des débuts difficiles et la victoire obtenue dans la première guerre israélo-arabe conclue par l'armistice de Rhodes paraît bien fragile. Il doit en effet compter avec l'hostilité unanime - avec une exception pour la Jordanie du roi Abdallah – des pays arabes qui l'entourent et qui ont accueilli une première vague de réfugiés palestiniens chassés par la Naqba, la "catastrophe", qui s'est abattue sur eux. Bientôt les jeunes nations arabes se rapprocheront de l'URSS alors qu'Israël apparaîtra toujours davantage, dans le nouveau contexte de la guerre froide, comme un allié et un protégé des Etats-Unis, le conflit Israélo-palestinien devenant ainsi au fil des ans l'un des théâtres où s'affrontent indirectement les deux superpuissances. La résistance palestinienne est menaçante, surtout depuis que l'Egypte nassérienne lui apporte son soutien. En 1956, l'affaire de Suez se termine pour les Français et les Anglais, du fait de la pression des deux Grands, sur un échec politique que leur victoire militaire n'a pu empêcher. Elle permet en tout cas à Israël de porter des coups très sévères aux capacités militaires égyptiennes et de gagner ainsi un temps précieux face à la menace arabe. Victoire à double effet car elle suscite aussi chez Nasser une volonté de revanche encouragée par les Soviétiques qui fournissent au raïs égyptien les moyens nécessaires. La montée des tensions et le blocus du détroit de Tiran et du port israélien d'Aqaba créent les conditions de l'offensive israélienne de juin 1967 mais la victoire-éclair obtenue lors de la "guerre des six jours" est elle aussi lourde de conséquences. Israël pousse ses frontières jusqu'au canal de Suez, au Jourdain et à l'est du plateau syrien du Golan, mais les perspectives de paix s'éloignent d'autant. La guerre du Kippour de 1973 fournira bien à l'Egypte une illusion de revanche qui permettra à Anouar al Sadate de faire la paix avec l'Etat juif, au risque de s'isoler complètement au sein du monde arabe où se constitue un "front du refus" farouchement hostile à tout compromis avec l'entité sioniste. Le rapport des forces semble désormais favorable à Israël, confronté à un ennemi divisé mais c'est la résistance palestinienne qui prend le relais et affirme son autonomie face à des Etats arabes qui ont été incapables de remettre en cause le statu quo établi depuis 1949. La guerre continue donc, du septembre noir jordanien aux attentats de Munich, des attentats terroristes aux interventions de Tsahal au Liban. La guerre du Golfe engagée en 1990 après l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein semble ouvrir une fenêtre d'opportunité qui débouche sur la conférence de Madrid de 1991 et favorise le processus d'Oslo dont on espère pendant quelques mois qu'il pourra peut-être apaiser la confrontation entre Juifs et Palestiniens, mais l'illusion se dissipera très vite.

5 juin 1967 : L'armée israélienne prend l'offensive contre l'Egypte. L'aviation de Tsahal a détruit au sol, au cours d'une attaque surprise, la majeure partie du potentiel aérien égyptien. Dans le même temps, les grandes unités blindées israéliennes s'en prennent aux forces égyptiennes du Sinaï, alors que les parachutistes s'emparent des cols de Mitla qui constituent l'enjeu stratégique essentiel en vue du contrôle de la péninsule. Le même jour, le Premier ministre israélien demande au roi Hussein de Jordanie de ne pas attaquer Israël, mais le souverain hachémite a conclu avec Nasser un accord qui subordonne les forces jordaniennes au commandement égyptien.

7 juin 1967 : Les Israéliens lancent l'attaque contre la ville de Jérusalem.

8 juin 1967 : Le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat.

9 juin 1967 : Fin des combats sur le front israélo-égyptien. Israël a mené une guerre-éclair

totalement victorieuse.

10 juin 1967 : Les Israéliens occupent la ville syrienne de Qunaytra. Les hostilités cessent à 18 heures sur le front syrien. L'armée syrienne vaincue a dû évacuer le plateau du Golan d'où son artillerie pouvait pilonner les kibboutz de Haute Galilée. Dès le 5 juin, l'aviation syrienne a été détruite et ce n'est que le 9 juin que les hostilités se sont déclenchées sur le Golan.

10 juin 1967 : Nasser revient sur sa démission annoncée la veille.

27 juin 1967 : Israël décide d'annexer Jérusalem-est conquise trois semaines plus tôt lors de la guerre des Six-Jours.

14 juillet 1967 : L'ONU condamne l'annexion de Jérusalem par Israël.

22 novembre 1967 : Le Conseil de sécurité des Nations unies vote la résolution 242 exigeant le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du conflit de juin et un juste règlement du problème des réfugiés. Egypte, Jordanie et Liban acceptent la résolution, contre l'avis des Palestiniens et de la Syrie. Les Israéliens donnent aussi leur accord, mais en s'appuyant sur la version anglaise de la résolution (en considérant qu'il s'agit de l'évacuation « de territoires occupés » et pas « des territoires occupés »). De même qu'ils ont justifié les annexions de 1948-1949 par l'attaque non motivée des Etats arabes, les Israéliens justifient les occupations de 1967 par le danger de guerre que faisaient planer les Etats arabes avant le 5 juin.

Décembre 1967 : Discrédité après la défaite de juin, Ahmed Chuqayri doit abandonner la direction de l'OLP.

11 décembre 1967 : Georges Habache crée, avec les militants les plus radicaux de la résistance palestinienne, le Front populaire de libération de la Palestine. D'inspiration gauchiste, le mouvement connaîtra diverses scissions avec l'apparition du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement Général d'Ahmed Jibril et celle du Front démocratique de libération de la Palestine de Nayef Hawatmeh. Les organisations palestiniennes les plus radicales sont dirigées par des chrétiens palestiniens acquis à la cause du nationalisme arabe.

Février 1968 : Multiplication des attentats dans les territoires occupés par Israël.

21 mars 1968 : Le Conseil de sécurité demande de nouveau à Israël de renoncer à l'annexion de Jérusalem. Le même jour, une attaque israélienne contre le camp de Karameh (en Jordanie) est repoussée par les combattants palestiniens. Cette victoire du Fatah en un lieu-dit dont le nom signifie « Dignité » prend valeur de symbole moins d'un an après la déroute des armées arabes lors de la guerre des Six-Jours.

Juillet 1968 : Le quatrième congrès palestinien radicalise la charte de l'OLP et appelle à la lutte armée « en vue de la libération totale de la Palestine contre le sionisme lié à l'impérialisme mondial ».

23 juillet 1968 : Un commando palestinien détourne un avion d'El Al sur Alger.

28 décembre 1968 : Raid des commandos israéliens sur l'aéroport de Beyrouth où ils détruisent treize avions de ligne libanais, en représailles à la tolérance du gouvernement libanais pour les fedayins installés en nombre sur son territoire. Le Liban s'était abstenu de participer à la guerre de 1967, mais il apparaît, sur la base du découpage confessionnel, très divisé vis-à-vis de la question palestinienne.

5 janvier 1969 : Israël repousse le plan de paix soviétique approuvé par la France.

6 janvier 1969 : La France décrète un embargo complet sur les pièces détachées destinées à Israël.

3 février 1969 : Yasser Arafat devient le président de l'OLP au sein de laquelle le Fatah est devenu l'organisation majoritaire.

23 avril 1969 : Affrontement au Liban entre les forces libanaises et les réfugiés palestiniens.

29 août 1969 : Détournement sur Damas par le FPLP d'un Boeing de la TWA.

25 décembre 1969 : Cinq vedettes construites par les chantiers navals français pour le gouvernement israélien parviennent à quitter le port de Cherbourg en réaction au renforcement, consécutif au raid israélien sur l'aéroport de Beyrouth, de l'embargo français. C'est en utilisant une société écran norvégienne créée pour la circonstance et censée racheter les cinq bâtiments à leurs propriétaires que les services israéliens ont pu les récupérer et les acheminer vers Haïfa.

19 juin 1970 : Présentation du deuxième plan Rogers, accepté par Nasser et par le roi Hussein de Jordanie.

6-9 septembre 1970 : Détournement de plusieurs avions de ligne par les Palestiniens.

27 septembre 1970 : A l'issue de l'épisode du détournement d'avions et des émeutes

insurrectionnelles qui se sont déclenchées à Amman, le roi Hussein de Jordanie, s'appuyant sur la fidélité de sa Légion arabe formée de Bédouins, sort vainqueur de l'affrontement avec les Palestiniens dont certains envisageaient son renversement. Un cessez-le-feu est intervenu au Caire le 27 septembre, la veille de la mort de Nasser. L'OLP doit replier ses forces de Jordanie vers le Liban, ce qui va contribuer à la déstabilisation du pays du Cèdre.

30 mai 1972 : Un commando japonais agissant pour le compte de la résistance palestinienne massacre à l'aéroport de Lod, vingt-six personnes qui se rendaient en pèlerinage à Jérusalem.

5 septembre 1972 : Attentat aux jeux Olympiques de Munich perpétré par l'organisation palestinienne Septembre noir. Onze athlètes israéliens sont tués. Trois militants palestiniens sont faits prisonniers, mais le détournement d'un Boeing de la Lufthansa dix-huit heures plus tard fait qu'ils sont libérés par les autorités allemandes, ce qui déclenche une vive colère en Israël.

10 avril 1973 : Un commando israélien vient abattre à Beyrouth plusieurs leaders palestiniens en représailles à l'attentat de Munich et à deux autres attentats perpétrés à Chypre contre des objectifs israéliens.

21 février 1973 : Des avions israéliens abattent un avion de ligne libyen au-dessus du Sinaï. Il y a cent morts, dont le pilote français.

2 mars 1973 : Deux diplomates américains et le consul belge sont pris en otage à Khartoum et tués par un commando de Septembre noir.

13 septembre 1973 : Combat aérien syro-israélien au-dessus de Tartous. Treize Mig 21 sont abattus.

13 septembre 1973 : Fondation du Likoud qui regroupe plusieurs partis de la droite israélienne. Son leader est le général Sharon.

6 octobre 1973 : L'armée égyptienne franchit le canal de Suez et bouscule les défenseurs israéliens de la ligne Bar Lev installés sur la rive orientale du canal. Elle ouvre ainsi la guerre d'octobre, dite aussi « guerre du Kippour », quatrième guerre israélo-arabe depuis 1948. Les Egyptiens attaquent à la faveur de la fête juive du Yom Kippour. L'aviation israélienne n'est plus maîtresse du ciel comme en 1967, car les Egyptiens sont équipés de batteries antiaériennes soviétiques SAM. Ils disposent aussi de moyens antichars qui leur permettent de détruire trois cents blindés de Tsahal. Les Egyptiens n'avancent cependant que prudemment dans le Sinaï, ce qui laisse à Israël l'opportunité de traiter d'abord le front syrien. Du 8 au 11 octobre, une fois la mobilisation terminée, Tsahal refoule les Syriens sur des positions qui lui assurent le maintien du contrôle du Golan. Les pertes israéliennes en matériel sont lourdes, au point que Tsahal doit se tourner vers l'allié américain pour qu'il assure les remplacements nécessaires. Le refus des Européens de voir utilisées les bases de l'OTAN contraint les Américains à la mise en place d'un pont aérien transatlantique avec escale aux Açores portugaises. Pour forcer la main des

Américains, le gouvernement de Tel Aviv laisse entendre qu'il pourrait être conduit à recourir à l'arme nucléaire, ce que ne veut à aucun prix Washington. Nixon et Brejnev s'entretiennent même, via le téléphone rouge mis en place en 1962 après la crise de Cuba, pour éviter que la situation ne dégénère. Sur le front du Sinaï, Ariel Sharon réussit à faire passer une partie de ses forces sur la rive droite du canal de Suez, ce qui le met en situation de menacer d'encerclement la Troisième Armée égyptienne déployée à l'est du canal de Suez.

11 novembre 1973 : Accord israélo-égyptien du Kilomètre 101.

26-28 novembre 1973 : Quinze chefs d'Etats arabes réunis au sommet d'Alger déclarent que l'OLP est le seul représentant du peuple palestinien.

1er décembre 1973 : Mort de David Ben Gourion.

17 décembre 1973 : Attentat palestinien à l'aéroport de Rome Fiumicino.

13-18 décembre 1973 : Responsable du département d'Etat, Henry Kissinger réalise une tournée au Proche-Orient et pose l'Amérique en arbitre à l'issue de la guerre du Kippour. Déjà, l'accord conclu au kilomètre 101 entre les deux belligérants a permis le désengagement israélien égyptien sur le front de Suez. Israël voit bien que les progrès des armées arabes remettent en cause l'invincibilité manifestée en 1967, et Anouar al Sadate, le nouveau leader égyptien, recherche l'alliance des Occidentaux, car il sait que seul le gouvernement de Washington est en mesure de faire pression sur Israël.

21 décembre 1973 : La Syrie adopte la ligne la plus dure face à Israël et refuse de participer à la conférence de Genève sur la paix au Proche-Orient.

11 avril 1974 : Golda Meir quitte le pouvoir. Le même jour, un raid du FDLP contre Kiryat Shemona fait dix-huit morts.

15 mai 1974 : Des enfants sont pris en otages à Maalot par le FDLP. Il y a seize morts.

28 mai 1974 : Formation du gouvernement Yitzhak Rabin.

13 novembre 1974 : Yasser Arafat est reçu à l'ONU où les représentants du Tiers Monde et du bloc soviétique lui font un accueil triomphal. Il se prononce en faveur d'un Etat démocratique palestinien au sein duquel musulmans, juifs et chrétiens pourraient coexister pacifiquement. Il a également annoncé que l'OLP renonçait au terrorisme hors d'Israël.

10-14 février 1975 : Nouvelle tournée de Henry Kissinger au Proche-Orient.

Avril 1975 : Début, au Liban, d'une guerre civile qui va s'étendre sur quinze ans.

12 avril 1976 : Les élections municipales organisées en Cisjordanie occupée (les femmes palestiniennes votent pour la première fois) voient la victoire des partisans de l'OLP (80 % des sièges, avec une participation de 72 %). Après la réception de Yasser Arafat à l'ONU, ces élections donnent à l'OLP une réelle légitimité et le gouvernement israélien ne pourra plus la réduire à une simple organisation terroriste.

18-20 avril 1976 : Marche des croyants ultra orthodoxes juifs du Goush Emounim. La fraction radicale de la droite religieuse israélienne commence à s'organiser.

4 juillet 1976 : Un commando israélien vient délivrer à Entebbé, en Ouganda, les passagers retenus en otage par un groupe terroriste allemand proche de la Fraction Armée rouge d'Andreas Baader agissant pour le compte de la cause palestinienne. Les terroristes sont tués, ainsi que trois otages et un officier israélien, le frère du futur Premier ministre Benyamin Netanyau.

7 janvier 1977 : Arrestation, puis libération à Paris d'Abou Daoud, l'un des organisateurs de l'attentat de Munich.

17 mai 1977 : Les élections législatives voient la victoire du Likoud de Menahem Begin qui obtient 43 sièges et s'assure ainsi, grâce à l'alliance conclue avec cinq autres partis religieux d'extrême-droite, 63 députés sur les 120 que compte la Knesset. Le parti travailliste de Shimon Peres, qui présidait aux destinées de l'Etat d'Israël depuis sa fondation est le grand perdant du scrutin. Il perd 19 de ses 51 députés et doit compter désormais avec un parti travailliste « rénové », le parti Dash, qui obtient 15 députés. Ces résultats sèment la consternation dans les capitales arabes et occidentales car la nouvelle majorité ne semble guère encline à la négociation et au compromis.

20 novembre 1977 : Le président égyptien Anouar el Sadate se rend à Jérusalem, premier chef d'Etat arabe à mettre les pieds en Israël depuis la création de l'Etat juif. L'Egypte a un pressant besoin d'une paix durable et Israël ne peut manquer une occasion de diviser le camp arabe. Le raïs égyptien se déclare prêt à reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël et à garantir sa sécurité contre l'évacuation par Israël des territoires occupés en 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem, mais aussi contre la reconnaissance du droit à l'existence d'un Etat palestinien. Dans sa réponse, Begin affirme qu'Israël est prêt à recevoir de la même manière le roi Hussein de Jordanie et le président syrien Assad et se déclare prêt à négocier sur la base de la résolution 242 de l'ONU.

3 février 1978 : Cyrus Vance, le chef de la diplomatie américaine, déclare que les implantations juives dans les territoires occupés sont contraires au droit international.

14 février 1978 : La commission des Droits de l'homme de l'ONU condamne Israël pour crimes de guerre.

15 mars 1978 : Les Israéliens ont lancé au Liban-sud une opération de grande envergure pour interdire définitivement les infiltrations de fedayins dans le Nord de l'Etat hébreu. Les troupes d'invasion occupent toute la zone située au sud du fleuve Litani.

19 mars : Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'offensive israélienne et exige de Tel Aviv le repli de ses troupes. Une Force d'interposition des Nations unies au Liban (FINUL) reçoit pour mission d'empêcher les infiltrations des commandos palestiniens dans le Nord d'Israël. C'est la France qui prend la part la plus importante à la mise en œuvre de cette force.

1er avril 1978 : Manifestation pour « La Paix maintenant » à Tel Aviv qui marque l'émergence d'un courant pacifiste en Israël.

13 juin 1977 : Repli israélien du Liban-sud où Israël met en place une « ceinture de sécurité » confiée à l'armée du Liban-sud du commandant Lahad.

17 septembre 1978 : Signature, sous l'égide du président américain Jimmy Carter, des accords de Camp David entre Israël et l'Egypte. Israël accepte d'accorder l'autonomie administrative aux habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza pendant une période transitoire de cinq ans, au cours de laquelle l'armée israélienne demeurera sur place. Avant trois ans, des négociations devront s'ouvrir entre l'Egypte, la Jordanie et Israël à propos desdits territoires. Israël s'engage également à ne pas créer de colonies de peuplement dans ces zones. Le second accord signé à Camp David prévoit la conclusion d'un traité de paix dans les trois mois entre Israël et l'Egypte. Dans les mois suivant la signature du traité de paix, Israël devra évacuer par étapes l'ensemble du Sinaï, qui sera de nouveau sous la souveraineté égyptienne. Entamés le 6 septembre, les entretiens de Camp David ont fini par aboutir, à l'issue d'un véritable marathon diplomatique entamé cinq ans plus tôt avec la tournée de Henry Kissinger au lendemain de la guerre du Kippour. Ces accords, condamnés par la Syrie et l'OLP, suivies par Moscou, sont également rejetés par l'Arabie saoudite et la Jordanie qui reprochent à l'Egypte une négociation séparée avec Israël, contraire aux principes énoncés par la Ligue arabe.

27 octobre 1978 : Begin et Sadate, qui viennent de signer les accords de Camp David, reçoivent le prix Nobel de la Paix.

5 novembre 1978 : Le sommet arabe réuni à Bagdad, qui rassemble les représentants de vingt pays et ceux de l'OLP condamne la position égyptienne, mais décide d'attendre la signature du traité israélo-égyptien pour annoncer des mesures de rétorsion contre Le Caire.

8 décembre 1978 : Mort de Golda Meir.

22 janvier 1979 : Aboul Hassan, chef des opérations secrètes du Fath, est assassiné à Beyrouth. Il était l'un des responsables du massacre de Munich de 1972.

17 février 1979 : Yasser Arafat est accueilli à Téhéran, qui rompt avec Jérusalem le lendemain.

26 mars 1979 : Signature à Washington du traité de paix israélo-égyptien.

31 mars 1979 : Les représentants de dix-huit pays arabes et de l'OLP, réunis à Bagdad, décident de boycotter l'Égypte et de transférer à Tunis le siège de la Ligue arabe installée au Caire depuis 1945.

12-15 avril 1980 : Réunion à Tripoli du « front de la fermeté », qui réunit Algérie, Syrie, Libye, Yémen du Sud et OLP.

30 juillet 1980 : La Knesset vote une loi proclamant Jérusalem réunifiée capitale d'Israël.

20 août 1980 : L'ONU condamne l'annexion de Jérusalem-est par Israël.

1er octobre 1980 : Attentat, à Paris, contre la synagogue de la rue Copernic.

Mai 1981 : Mission du diplomate américain Philip Habib pour apaiser la tension entre Israël et la Syrie après le déploiement effectué par les Syriens de missiles Sam 3 et Sam 6 dans la plaine libanaise de la Bekaa.

7 juin 1981 : L'aviation israélienne bombarde le réacteur nucléaire irakien Osirak. Le succès de l'opération et la dramatisation qui l'entoure – le gouvernement invoque le danger de destruction qui pèserait sur Israël – font que le Likoud gagne les élections qui se déroulent trois semaines plus tard.

14 décembre 1981 : La Knesset vote l'annexion du plateau syrien du Golan.

4 mars 1982 : François Mitterrand se prononce, devant la Knesset, en faveur d'un Etat palestinien.

3 avril 1982 : Assassinat à Paris de Jakov Barsimantov, secrétaire de l'ambassade d'Israël.

L'attentat est revendiqué par les Fractions Armées révolutionnaires libanaises.

11 avril 1982 : Un forcené tire sur des musulmans sur l'esplanade de la grande mosquée de Jérusalem.

25 avril 1982 : La péninsule du Sinaï est entièrement évacuée par Israël et restituée à l'Égypte, en application du traité conclu à Washington en 1979. La capitale de la région, El Arich avait été évacuée dès 1979, mais les dernières étapes du retrait ont été compliquées par la présence de colons juifs refusant de s'en aller. L'Égypte s'engage de son côté à laisser démilitarisée la péninsule.

6 juin 1982 : Israël déclenche l'opération Paix en Galilée visant à détruire les bases palestiniennes installées au Liban. L'attentat perpétré à Londres contre un diplomate israélien fourni le prétexte de l'intervention. Les forces israéliennes poussent jusqu'à Beyrouth-ouest où se trouve le quartier général de l'OLP.

3 juillet 1982 : 100 000 manifestants pacifistes réclament, à Tel Aviv, la fin de l'opération Paix en Galilée.

9 août 1982 : Attentat de la rue des Rosiers à Paris.

21 août 1982 : La force multinationale d'interposition organisée par l'ONU intervient pour protéger la retraite des fedayins qui doivent évacuer Beyrouth pour échapper à la destruction. Le quartier général de l'OLP est transféré à Tunis.

23 août 1982 : Bachir Gemayel est élu président du Liban, mais il est assassiné le 14 septembre et c'est son frère Amine qui lui succède.

18 septembre 1982 : Les milices chrétiennes libanaises qui entendaient venger les massacres réalisés précédemment à Damour par les Palestiniens profitent du départ des combattants de l'OLP pour perpétrer les massacres des camps de Sabra et Chatila, en profitant de la passivité complice des troupes de Tsahal. Mis en cause dans cette affaire, Ariel Sharon doit démissionner de son poste de ministre de la Défense.

17 mai 1983 : Conclusion d'un traité de paix israélo-libanais qui ne sera jamais ratifié.

15 septembre 1983 : Démission de Menahem Begin. Il est remplacé par Itzhak Shamir qui réussira à gagner les élections de 1984. Il met en place une union nationale dans laquelle Shimon Peres, le travailliste et lui-même, se partagent le pouvoir à tour de rôle car il ne veut pas s'allier avec l'extrême-droite raciste favorable à la création d'un « grand Israël ».

20 décembre 1983 : Yasser Arafat et quatre mille fedayins de l'OLP sont contraints d'évacuer Tripoli, la grande ville du Nord du Liban où ils se trouvent assiégés par l'armée syrienne et par des forces palestiniennes dissidentes.

5 mars 1984 : Après un raid aérien israélien qui a visé la région de Baalbek, le gouvernement libanais dénonce l'accord précédemment conclu avec Israël.

23 juillet 1984 : Elections en Israël. Sur 120 sièges, 44 vont aux travaillistes et 41 au Likoud.

13 septembre 1984 : Accord entre le Likoud et le parti travailliste pour l'alternance au pouvoir à Jérusalem.

5 janvier 1985 : Fin de l'opération Moïse de rapatriement en Israël des Juifs Falashas d'Ethiopie.

10 juin 1985 : Entamé le 16 février avec l'évacuation de Saïda (Sidon), le retrait des forces israéliennes installées dans le Sud du Liban depuis l'opération Paix en Galilée de 1982 se termine. Une bande de sécurité confiée à l'armée du Liban-sud du commandant Lahad est cependant maintenue sur une largeur de huit à vingt kilomètres, en vue de protéger la Haute Galilée. L'occupation israélienne a réveillé les chiites du Sud Liban qui sont devenus ensuite, à travers une organisation comme le Hezbollah, la principale menace pour l'Etat hébreu sur sa frontière nord.

1er octobre 1985 : Le quartier général de l'OLP, établi à Tunis, est bombardé par l'aviation israélienne.

1985 : Un plan de stabilisation fait passer l'économie israélienne d'un système largement étatisé de type socialiste à un système capitaliste moderne.

Décembre 1987 : Début, à Gaza, de la première Intifada. La « révolte des pierres » mobilise de jeunes manifestants contre une armée israélienne qui leur oppose une répression aveugle, qui va beaucoup peser dans l'évolution de l'opinion mondiale vis-à-vis de la cause palestinienne.

16 avril 1988 : Abou Jihad, numéro 2 de l'OLP, est assassiné à Tunis par un commando israélien.

30 juillet 1988 : le roi Hussein de Jordanie renonce officiellement à toute revendication sur la rive occidentale du Jourdain.

13 septembre 1988 : Yasser Arafat est reçu au Parlement européen de Strasbourg.

15 novembre 1988 : Réuni à Alger, le Conseil national palestinien proclame la naissance de l'Etat de Palestine, avec Jérusalem pour capitale, sur la base des résolutions onusiennes 181 de 1947 et 242 de 1967. Il reconnaît ainsi implicitement l'Etat d'Israël. On assiste dans le même temps à la création du Hamas, un mouvement islamiste qui prône la disparition d'Israël. Un mois plus tard, à Genève, Arafat déclare renoncer au terrorisme et reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix.

26 mars 1989 : Yasser Arafat est proclamé chef de l'Etat palestinien et est reçu à l'Elysée par François Mitterrand le 2 mai.

Été 1990 : L'invasion irakienne du Koweït entraîne, avec l'accord de l'ONU, l'intervention d'une large coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. La guerre du Golfe, qui se prolonge jusqu'en février 1991, voit l'Irakien Saddam Hussein contraint d'accepter les volontés des alliés. Auréolés de leur victoire, les Américains mettent alors en place un processus de paix ambitieux.

30 octobre 1991 : Voulue par les Américains qui l'imposent à Yitzhak Shamir, la conférence de Madrid réunit pour la première fois Palestiniens (au sein d'une délégation jordanienne) et Israéliens.

La paix est manquée. La confrontation perdure

Les années 1990 apparaissent en leur début porteuses d'espoir. Alors que la guerre froide se termine et avant même la disparition de l'URSS, une nouvelle donne se met en place au Proche Orient. Enhardi par ce qu'il considère abusivement comme sa victoire sur l'Iran, l'Irakien Saddam Hussein entreprend de conquérir le Koweït mais se heurte à une puissante réaction américaine autorisée par l'ONU. Dans la foulée de la défaite du raïs de Bagdad, Washington pense disposer d'une fenêtre d'opportunité pour régler, quelques années après la première intifada, la question israëlo-palestinienne. C'est l'objet de la conférence de Madrid, qui débouche en 1993 sur le lancement du processus d'Oslo. Israël reconnaît au final l'Autorité palestinienne, qui se voit accorder un début de souveraineté sur Gaza et une partie infime de la Cisjordanie. Les espoirs soulevés alors sont vite déçus quand Itzhak Rabin, l'homme du compromis, est assassiné en 1995. Cinq ans plus tard, la deuxième Intifada, plus sanglante que la première, radicalise encore davantage l'affrontement entre les deux camps. Le déplacement régulier vers la droite du centre de gravité de l'opinion et de la politique israéliennes fait le reste au cours des années suivantes, qui voient Benjamin Netanyahu dominer largement la scène politique de l'Etat juif. Dans un Proche Orient toujours plus déstabilisé, où les lendemains apparaissent de plus en plus incertains, Israël s'apprête sans doute à entrer dans une séquence historique à hauts risques.

Années 1990 : Cette période voit arriver de nombreux immigrants juifs en provenance de la défunte URSS, près d'un million en une décennie. Emigration de qualité, bien formée, qui a contribué largement à la croissance économique de l'Etat juif.

23 juin 1992 : Le parti travailliste gagne les élections. Yitzhak Rabin devient Premier ministre à la tête d'une coalition favorable à la paix. Il annonce une suspension de la colonisation dans les territoires occupés. Shimon Peres est aux Affaires étrangères.

Printemps 1993 : Début des discrètes négociations officielles qui aboutiront aux accords d'Oslo.

13 septembre 1993 : Poignée de main entre Yasser Arafat et Ytzhak Rabin et signature à Washington de la déclaration de principe relative aux arrangements intérimaires établissant l'autonomie palestinienne. Ce texte est fondé sur un préalable essentiel : la reconnaissance mutuelle entre les deux parties contractantes. Une Autorité palestinienne est mise en place.

25 février 1994 : Un extrémiste religieux juif, Baruch Goldstein, accomplit un massacre à Hébron en tirant sur des musulmans en prière au tombeau des Patriarches et en tue vingt-neuf. Le Hamas et le Djihad islamique multiplient dès lors les attentats-suicides.

Mai 1994 : Accord de Jéricho-Gaza confirmant la mise en place de l'Autorité palestinienne.

26 octobre 1994 : Signature d'un traité de paix israélo-jordanien.

Septembre 1995 : Accords de Taba : accords intérimaires sur la Cisjordanie et la bande de Gaza. Il prévoit l'élection d'un conseil législatif palestinien et le découpage de la Cisjordanie en zones A, B, et C qui vont être source de malentendus et d'interprétations biaisées.

4 novembre 1995 : Assassinat d'Yitzhak Rabin, perpétré par un Juif extrémiste, alors qu'il assistait à une grande manifestation de partisans de la paix venus le soutenir.

Janvier 1996 : Yasser Arafat est élu président de l'Autorité palestinienne.

Février 1996 : Attentats islamistes contre des civils israéliens à Tel Aviv et à Jérusalem.

Avril 1996 : Shimon Peres, qui a succédé à Rabin, lance dans le Sud du Liban l'opération Raisins de la colère, qui se conclut par une « bavure » entraînant la mort de 170 civils.

Mai 1996 : Peres perd les élections que gagne le Likoud, porté par une vague d'attentats du Hamas. Netanyahu devient Premier ministre. Il lève le gel partiel de la colonisation et ouvre en septembre un tunnel sous l'esplanade des mosquées, ce qui entraîne des heurts avec les musulmans (soixante-dix victimes).

Mai 1999 : Les élections voient la victoire du travailliste Ehud Barak.

Mai 2000 : Evacuation du Sud-Liban après vingt-deux ans d'occupation dont le résultat aura été la naissance du Hezbollah. La population des colons établis en Cisjordanie double durant son mandat.

11-25 juillet 2000 : Le sommet de Camp David, réuni à l'initiative de Bill Clinton et visant à relancer la négociation entre Palestiniens et Israéliens, se termine sur un échec.

28 septembre 2000 : Début de la seconde Intifada, dite « d'el Aqsa », déclenchée à la suite d'une visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées de Jérusalem. Beaucoup plus violente que la précédente, elle voit se multiplier attentats-suicides et représailles de grande ampleur. Elle va durer cinq ans et faire plus de 4 700 victimes.

21 janvier 2001 : Echec des négociations israélo-palestiniennes de Taba.

Février 2001 : Ariel Sharon devient Premier ministre.

Février 2002 : L'Arabie saoudite propose à Israël une normalisation de leurs relations en échange des territoires occupés en 1967 et d'un règlement de la question des réfugiés. Un sommet arabe confirme en mars la proposition, mais Israël fait la sourde oreille.

2002 : Après un attentat perpétré à Netanaya, les Israéliens déclenchent une opération d'envergure en Cisjordanie, et Yasser Arafat se retrouve assiégé dans son quartier général de Ramallah.

2002 : Mise sur pied du Quartet pour le Proche-Orient qui réunit Etats-Unis, Union européenne, Russie et Nations unies. Il va briller par son impuissance.

2003-2005 : Alors que Benyamin Netanyahou est ministre des Finances dans le second gouvernement d'Ariel Sharon, Israël accélère la libéralisation de son économie. La réduction des prestations assurées jusque-là par l'Etat-providence permet un redémarrage de la croissance et une baisse du chômage. Le pays attire de nouveau les investissements étrangers.

11 novembre 2004 : Mort de Yasser Arafat.

Janvier 2005 : Mahmoud Abbas prend la tête de l'Autorité palestinienne.

20 juillet 2005 : Evacuation des colonies juives de Gaza et du Nord de la Cisjordanie. Ce retrait unilatéral est un cadeau au Hamas contre l'Autorité palestinienne censée être un partenaire pour la négociation de la paix. Se voyant reprocher l'évacuation de Gaza, Sharon quitte le Likoud pour former Kadima (« En avant »), un parti centriste à sa botte.

4 janvier 2006 : Sharon est terrassé par une attaque cérébrale. Il est remplacé par Ehud Olmert, son vice-premier ministre et ministre des Finances.

25 janvier 2006 : Victoire écrasante du Hamas aux élections législatives palestiniennes. Hamas et Fatah ne parviennent pas à s'entendre en vue de la constitution d'un gouvernement de coalition. Les pays occidentaux gèlent leurs aides financières.

Mars 2006 : Kadima gagne les élections législatives d'une courte tête, mais le Hamas enlève le soldat israélien Gilad Shalit. Olmert lance l'opération Pluies d'été, dans la bande Gaza. Une autre guerre se déclenche au nord quand le Hezbollah enlève deux soldats israéliens et en tue huit autres. La guerre menée au Sud-Liban contre le Hezbollah, qui oppose une résistance très efficace, se solde par 1 200 tués et 900 000 déplacés au Liban et, du côté israélien, par 150 morts et le déplacement de 400 000 personnes évacuées des zones menacées par les tirs de roquettes.

15 juin 2007 : Le Hamas s'empare du pouvoir à Gaza. Israël réplique en soumettant la bande de Gaza à un blocus économique total.

26-28 novembre 2007 : Relance des négociations israélo-arabes à Annapolis, dans le Maryland, sous l'égide des Etats-Unis en vue de parvenir à la signature d'un accord de paix prévoyant la création d'un Etat palestinien pour la fin de 2008. Elle se conclut sur un échec alors qu'Olmert est rattrapé par des affaires de corruption.

Février-mars 2008 : Raids israéliens à Gaza en riposte aux tirs de roquettes du Hamas visant Israël. Attentats-suicides à Jérusalem.

Mars 2009 : Netanyahu revient au pouvoir. Il est allié à Avigdor Liberman, chef du parti russophone Israël Beiteinou « Notre Israël » ; c'est un laïc ultra-nationaliste très hostile aux Arabes, y compris aux Arabes israéliens. Netanyahu ajoute maintenant comme condition à une reprise des négociations la reconnaissance par les Palestiniens d'Israël comme « Etat-nation du peuple juif ». De fait, le processus de paix engagé en 1993 est bel et bien enterré.

2010 : Israël rejoint le club des pays « développés », l'Organisation de coopération et de développement économique. La situation économique du pays est globalement satisfaisante, avec un PIB moyen par habitant de 38 000 dollars, une croissance qui avoisine les 3 % annuels et une dette inférieure à la moyenne de celles de pays de l'OCDE. L'économie du pays est ouverte sur l'innovation, notamment dans le domaine informatique et Israël peut se flatter d'avoir reçu le surnom de « start up nation ».

2011 : Un mouvement social agite le pays du fait du mécontentement des classes moyennes qui subissent de plein fouet la pression fiscale. Cette agitation ne débouche sur rien, le parti travailliste se révélant incapable de l'exploiter sur le terrain politique. Les élections qui suivent voient en revanche l'émergence d'un nouveau parti centriste, mais celui-ci rejoint finalement la coalition gouvernementale. Le scrutin proportionnel caractéristique du système politique israélien est source d'instabilité ou de coalitions plus ou moins hétéroclites au sein desquelles les partis ultra-nationalistes et ultra-religieux représentant notamment le camp des colons se trouvent largement surreprésentés.

2014 : L'initiative de paix du secrétaire d'Etat américain John Kerry échoue.

Janvier 2015 : Benyamin Netanyahou gagne les élections. La coalition gouvernementale formée à l'issue apparaît comme la plus à droite de toute l'histoire d'Israël. Ce qui a relancé l'activisme palestinien, sous forme d'attaques au couteau ou à la voiture-bélier.

2015 : La conclusion d'un accord sur la question du nucléaire iranien constitue un échec pour Israël qui n'a pas été en mesure de l'empêcher alors que l'Etat juif présente l'Iran comme son ennemi principal.

A la fin de 2015 : L'Etat d'Israël semble bénéficier de solides atouts sur le terrain économique alors que le chaos qui affecte son environnement proche-oriental semble écarter les menaces qui ont jadis pesé sur son existence. Il doit cependant compter avec un accroissement rapide des inégalités sociales, qui jure avec ce qu'était le projet qui animait les pionniers de l'Etat juif. La principale incertitude réside dans l'évolution du conflit qui l'oppose aux Palestiniens, l'échec du processus d'Oslo et des tentatives qui ont suivi risquant de conduire ceux-ci à une radicalisation et d'engendrer une nouvelle intifada.

2016 : Une croissance dynamique et les progrès des start-up tournées vers les nouvelles technologies vont de pair avec le recul des violences liées à la question palestinienne. Benyamin Netanyahou est parvenu à élargir sa majorité parlementaire, jusque-là très étroite, en se rapprochant toujours plus des groupes de la droite nationaliste radicale, notamment d'Avigdor Liebermann devenu ministre de la Défense. L'accord de défense avec les États-Unis a été renouvelé pour dix ans, même si Obama a sensiblement réduit l'aide financière apportée à l'État juif. Le vote de la Knesset légalisant les avant-postes établis par les colons en Cisjordanie a été condamné par l'Union Européenne et même les États-Unis, qui n'ont pas opposé leur veto à la condamnation par le Conseil de Sécurité de la colonisation israélienne (résolution 1934). La perspective d'une élection de Donald Trump – qui a promis de reconnaître le transfert de la capitale israélienne de Tel Aviv à Jérusalem ne peut que convenir à Nétanyahou, très hostile à Barack Obama, jugé trop favorable aux Arabes.

2017 : Satisfait de l'élection de Donald Trump, Benyamin Netanyahou se veut vigilant face à la « menace » iranienne et à celle que fait peser depuis le Liban son bras armé le Hezbollah.

Soupçonné de corruption, le premier ministre apparaît en difficulté sur le plan intérieur mais s'emploie à rapprocher, à l'extérieur, Israël des pays sunnites dits « modérés » (l'Arabie saoudite et les États du Golfe) pour mieux contrer la montée en puissance régionale de l'Iran. Malgré ce contexte incertain, les bons résultats économiques placent le gouvernement en position favorable en vue des élections prévues en 2019.

2018 : A la faveur du 70ème anniversaire de l'État d'Israël, l'ambassade américaine a été déménagée, en mai, de Tel Aviv à Jérusalem. Netanyahu s'est félicité de la décision américaine de sortie des accords de dénucléarisation de l'Iran. Son souci de rapprochement avec Riyad a également fait qu'Israël est demeuré très discret à propos de l'assassinat en Turquie du journaliste saoudien Jamal Kasoggi. Le premier ministre israélien doit toutefois compter avec la victoire obtenue en Syrie par Bachar el Assad et ses alliés russe et iranien. Il conserve toutefois de bonnes relations avec Vladimir Poutine. Il a finalement décidé le 24 décembre de dissoudre la Knesset et de fixer les élections au 9 avril 2019. C'est la brouille avec Avigdor Lieberman qui a entraîné la dissolution du Parlement due aussi au vote de la loi imposant le service militaire aux ultraorthodoxes religieux. L'avenir de B. Netanyahu est de plus compliqué par les poursuites pour corruption qui le menacent et par la présentation éventuelle d'un plan de paix américain qui imposerait à Israël un minimum de concessions aux Palestiniens. Le principal atout du premier ministre demeure la bonne santé de l'économie.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés